



**LA NÉCESSITÉ D'UN
ENGAGEMENT DES ÉTATS
MEMBRES DANS LA
POLITIQUE DE
RÉNOVATION
ÉNERGÉTIQUE DES
BATIMENTS**

MORTEN PETERSEN

Vice-président de la Commission de l'industrie, de la
recherche et de l'énergie du Parlement européen
(Renew Europe)

Dans cet article pour *Confrontations Europe*, **Morten Petersen**, nous présente les résistances nationales opposées à la politiques de rénovation énergétique des bâtiments.

«Nous voulons que chacun en Europe ait un logement qu'il puisse éclairer, chauffer ou refroidir sans se ruiner et sans ruiner la planète. La vague de rénovations améliorera nos lieux de vie, de travail et d'étude, tout en réduisant notre impact sur l'environnement et en créant des emplois pour des milliers d'Européens. Pour "reconstruire en mieux", nous avons besoin de bâtiments de meilleure qualité.»

Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission européenne, en charge du Pacte Vert.

Face aux négociations en trilogue entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil sous la présidence espagnole, la vague de rénovation du parc immobilier européen – comprise dans la directive européenne sur la performance des bâtiments (EPBD) – est à la croisée des chemins.

D'après négociations au cours de l'automne 2022 et du printemps 2023 ont débouché sur une position ambitieuse au Parlement européen, relevant les objectifs de la proposition de la Commission européenne, en échange d'un élargissement des possibilités d'exemption.

Toutefois, les débats publics qui ont eu lieu dans de nombreux pays européens au cours de l'année écoulée, notamment en Allemagne et en Italie, ont mis en évidence une forte résistance de la part de la droite de l'échiquier politique, largement soutenue par des campagnes de désinformation affirmant que la rénovation obligatoire obligerait les citoyens à quitter leur logement.

Personne ne prétend que la rénovation de quelque 220 millions de bâtiments en Europe est une tâche facile à réaliser, et encore moins qu'elle est facile à vendre sur le plan politique, mais cette désinformation menace de saper nos objectifs climatiques. Les plans nationaux de rénovation devraient inclure des programmes d'aide adaptés à la situation de chaque pays afin de garantir la réalisation d'objectifs réalistes. Il est clair que l'UE n'a pas l'intention de dicter aux citoyens leur mode de vie, ni de les forcer à abandonner ou à vendre leur logement.

D'autre part, il est indéniable qu'il n'y aura pas de neutralité climatique sans efficacité énergétique. L'Agence Internationale de l'Énergie estime qu'un tiers du chemin vers la neutralité climatique en 2050 est directement tributaire de l'efficacité énergétique.

« S'il existe de nombreux moyens pour les pays de faire face à la crise actuelle, l'efficacité énergétique est sans conteste la première et la meilleure réponse pour atteindre simultanément les objectifs en matière d'accessibilité financière, de sécurité d'approvisionnement et de climat », a déclaré l'Agence Internationale de l'Énergie, qui ajoute d'autres questions urgentes à ce sujet.

Il est regrettable que l'UE importe encore 10 % de son gaz de Russie, ce qui signifie que nous soutenons activement la guerre de Poutine contre la démocratie et le peuple ukrainien. Or notre dépendance est si profonde que des sanctions sur le gaz russe s'avèrent impossibles.

Mais devinez quoi ? La mise en œuvre de la position du Parlement européen sur la directive EPBD éliminerait presque entièrement notre dépendance actuelle à l'égard du gaz russe. Les experts estiment que la position du Parlement sur la directive EPBD permettrait d'économiser environ 47 milliards de mètres cubes de gaz par an, même si la possibilité d'exempter 22 % de la masse des bâtiments de la rénovation est utilisée.

Il va sans dire que les bâtiments écologiques font partie intégrante de l'ensemble des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Plus nous entreprenons rapidement des rénovations énergétiques, moins les coûts globaux sont élevés, et pour prendre de l'avance, il existe de nombreux financements de l'UE dans des programmes tels que la facilité pour la reprise et la résilience, InvestEU, le Fonds de modernisation, le Fonds social pour le climat, la Banque européenne d'investissement, le programme LIFE, Horizon Europe, le mécanisme ELENA et REPowerEU.

Il est évident que les États membres doivent aussi trouver des moyens et mettre en œuvre des mesures pertinentes telles que des déductions fiscales sur les rénovations énergétiques. Les États membres les plus intelligents tirent parti de la crise énergétique actuelle et font bouger les choses dès maintenant, alors que les citoyens disposent de solides incitations économiques pour rénover leur logement.

L'efficacité énergétique fonctionne, et nous en avons bien plus besoin que les politiciens nationaux ne semblent le réaliser. Les pays de l'UE réunis ont réussi à réduire leur consommation de gaz d'un pourcentage impressionnant de 19 % entre août 2022 et janvier 2023 par rapport aux années précédentes. Les économies de gaz ont constitué un élément essentiel de la réponse d'urgence de l'UE à la crise énergétique et nous ont certainement évité une Europe en émeute. Toutefois, au cours des prochaines années, l'équilibre entre l'offre et la demande de gaz en Europe restera extrêmement fragile et exposé à des influences extérieures que nous ne pouvons pas contrôler : hivers plus froids, faible production des énergies renouvelables, augmentation de la demande de GNL dans d'autres parties du monde - ou encore un autre fournisseur autoritaire qui déciderait de punir l'Europe.

La directive européenne sur la performance des bâtiments est un outil essentiel pour atteindre les objectifs climatiques fixés aux niveaux européens et nationaux. Les bâtiments représentent une part importante de la consommation totale d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.

Selon la Commission européenne, le secteur du bâtiment consomme environ 40 % de l'énergie totale de l'UE et génère environ 36 % de ses émissions de CO₂. Il n'y a tout simplement pas d'autre solution que de s'attaquer avec ambition à l'efficacité énergétique dans notre masse de bâtiments.

Pourtant, la position du Conseil a fortement édulcoré les propositions de la Commission européenne et du Parlement européen, tandis que les débats nationaux ont mis en lumière des tentatives politiques visant à saper une politique européenne nécessaire destinée à rendre nos bâtiments écologiques.

On peut se demander pourquoi les États membres sont si réticents à poursuivre leurs ambitions de rénovation du parc immobilier européen, alors que l'importance des bâtiments verts est incontestablement prouvée. Sans parler des engagements nationaux en matière d'objectifs climatiques, de la lutte des citoyens contre les factures d'énergie et de la nécessité évidente d'assurer la sécurité énergétique de l'Europe le plus tôt possible.

Eh bien, voici un début de réponse : tous les pays tirent des impôts de la consommation d'énergie. Plus les citoyens consomment d'énergie, plus les caisses de l'État se portent bien. L'efficacité énergétique pourrait bien être un signal d'alarme pour les ministres des finances de toute l'Europe. Pourtant, les seuls signaux d'alarme importants devraient être ceux qui concernent nos objectifs en matière de sécurité et de climat. La directive européenne sur la performance des bâtiments (EPBD) joue un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs climatiques et le renforcement de la sécurité énergétique européenne. En promouvant l'efficacité énergétique, en encourageant la rénovation des bâtiments et en favorisant l'intégration des sources d'énergie renouvelables, la directive stimule le développement durable dans le secteur du bâtiment, l'un des secteurs les plus importants de l'économie européenne.

De toutes les politiques énergétiques européennes contenues dans le paquet « Fit for 55 », aucune législation n'a reçu autant de coups immérités que la directive EPBD. Les États membres doivent accepter le fait que, bien que l'efficacité énergétique semble peu sexy et pâle en comparaison avec une éolienne de 91 mètres, les politiciens ne parviendront pas à tenir leurs promesses vertes s'ils ne reconnaissent pas à quel point la directive EPBD est un instrument politique vital pour atteindre nos objectifs politiques.